

# Terminale ES

## Option Sciences sociales et politiques

### Chapitre 6

#### Comment expliquer le comportement électoral ?

<b>2.3. Comment expliquer le comportement électoral ?</b>	Participation et abstention électorale, variables lourdes du comportement électoral, vote sur enjeu.	On analysera l'évolution des taux d'inscription sur les listes électorales, des taux de participation et/ou d'abstention et leurs déterminants sociaux et politiques. Les principaux résultats de la sociologie de l'orientation électorale seront présentés (poids de la variable religieuse, vote de classe, etc.). L'évocation de l'émergence d'un vote sur enjeu, influencé par les conjonctures politiques (campagnes électorales notamment), permettra de prendre la mesure de la volatilité électorale. La question de l'articulation entre médias, communication et vie politique sera également abordée afin de comprendre son éventuel impact sur les attitudes politiques (pratiques et opinions).
---	--	---

#### 1. Comment expliquer l'orientation électorale ?

##### 1.1 Les variables structurelles du vote : le rôle des « variables lourdes » du choix électoral

###### 1.1.1 Les critères socio-démographiques et les préférences politiques

###### Document 1 : remettre dans un ordre chronologique les éléments susceptibles d'influencer les comportements électoraux

« A l'entrée de l'entonnoir de causalité (qui replace les éléments susceptibles d'influencer le processus de décision électorale dans leur ordre chronologique), il y a les structures économiques, sociales et partisanes qui composent l'environnement politique familial des électeurs depuis l'enfance. Au bout le plus étroit il y a les caractéristiques propres à l'élection considérée telles que la nature du scrutin, la configuration des candidatures, la conjoncture économique et politique dans laquelle elle se déroule, et les problèmes abordés durant la campagne. Le lien entre les deux bouts de la chaîne est fourni par les attitudes politiques formées à l'égard des enjeux, des candidats et surtout à l'égard des partis, objets plus durables. Si le milieu familial et professionnel, le lieu de résidence, l'appartenance religieuse, le groupe ethnique n'influencent pas directement le vote, ils façonnent les identités et les valeurs des individus, leur attirance pour un parti donné. (...) Et ces attitudes filtrent à leur tour leurs perceptions et influencent leur vote, elles composent leur « habitus » politique au sens où l'entendrait Pierre Bourdieu. »

Source : Nonna Mayer « *Sociologie des comportements politiques* », Coll.U A.Colin, 2010, p.85

###### Question :

- 1) quelles sont les différentes étapes qui mènent du milieu d'appartenance au vote ?

###### Document 2 : les explications de la pauvreté

Position politique	Ils n'ont pas eu de chance	Par paresse ou mauvaise volonté	Il y a beaucoup d'injustice dans notre société	C'est inévitable avec l'évolution du monde moderne
Gauche	12	12	49	22
Centre	17	17	40	26
Droite	16	28	28	28

Source : ss la direction de Pierre Bréchon et Jean-François Tchernia « *La France à travers ses valeurs* », A.Colin, 2009

###### Questions :

- 1) quelle est l'explication de « gauche » de la pauvreté ?
- 2) quelle est l'explication de « droite » de la pauvreté ?

**Document 3 : caractéristiques socio-politiques des individus et positionnement droite / gauche**

Tableau 3 : L'autoposition sur l'axe gauche-droite selon des caractéristiques sociales et politiques (% horizontaux)

	Gauche (1-4)	Centre (5-6)	Droite (7-10)	Ne sait pas, refus
<b>Ensemble</b>	<b>33</b>	<b>37</b>	<b>20</b>	<b>10</b>
<b>Âge</b>				
18-24 ans	33	42	18	7
25-34 ans	38	37	17	8
35-49 ans	34	38	16,5	12
50-64 ans	34	37	20	10
65 ans et plus	26	35	29	11
<b>Niveau d'éducation</b>				
Inférieur ou égal au Bac	31	39	19	11
Supérieur au Bac	43	31	23	3
<b>Activité professionnelle</b>				
Hommes actifs	36	38	18	8
Hommes inactifs	30	37	24	9
Femmes actives	35	37	17	11
Femmes inactives	29	36	23	12
<b>Profession</b>				
Cadre supérieur et profession intellectuelle	31	32	30	7
Profession intermédiaire	41	30	23	6
Employé	32	40	19	9
Ouvrier	32	39	15	14
<b>Statut professionnel</b>				
Salarié	34	37	19	10
À son compte	16	41	37	6
Sans activité	32	38	17	13
<b>Revenus</b>				
Bas	31	39	18	12
Moyens	36	38	19	8
Élevés	35	34	26	5
<b>Religion</b>				
Catholique pratiquant régulier	19	32	38	11
Catholique pratiquant irrégulier	24	38	32	6
Catholique non pratiquant	27	38	26	9
Autre religion	40	32	10	18
Sans religion	34	39	16	11
Athée convaincu	47	35	11	7
<b>Intérêt pour la politique</b>				
Beaucoup	53	19	26	2
Assez	37	31	27	5
Un peu	30	43	19	8
Pas du tout	22	44	12	22

Source : ss la direction de Pierre Bréchon et Jean-François Tchernia « *La France à travers ses valeurs* », A.Colin, 2009

**Questions :**

- 1) quels sont les critères les plus discriminants du positionnement gauche / droite ?
- 2) quel est le profil de l'individu qui répond « ne sait pas » ;

**1.1.2 L'importance de la socialisation politique**

Document 4 : autoposition sur la dimension droite-gauche selon l'orientation politique de la famille en 2002

Parents de gauche	Parents de droite	Autodisposition			
		SR	Gauche	Centre	Droite
0	0	18	26	37	19
0	2	3	19	20	59
0	1	4	30	27	39
1	1	4	41	25	30
1	0	5	51	24	19
2	0	2	71	15	12
Ensemble		7	40	24	29

Source : Guy Michelat et Michel Simon « *Les ouvriers et la politique. Permanence, ruptures, réalignements* », Presses de sciences Po, 2004

### Questions :

- 1) quel est le pourcentage d'individus ayant deux parents à gauche qui ont voté à gauche à la présidentielle de 2002 ?
- 2) quel est le pourcentage d'individus ayant deux parents à droite qui ont voté à gauche à la présidentielle de 2002 ?

### Document 5 : la socialisation politique en milieu ouvrier – une enquête de 1978

« De toutes les façons, on est d'un milieu ouvrier, on n'est pas d'un milieu bourgeois, alors on se bat pour les ouvriers, pas pour les bourgeois ». En fonction, d'un enchaînement là encore très spécifique, cette opposition structure de façon homologue à la fois le champ social et la sphère politique. Comme le dit une vendeuse salariée de 18 ans, quand on vit comme on vit et comment on a vu vivre ses parents, on sait de quel « bord » on est. Conclusion : si on veut une vie meilleure pour soi et pour les autres, le choix politique est simple. Si on est ouvrier, on se situe à gauche. Même quand on dit ne pas « faire de politique » au sens militant ou partisan du terme, l'opposition entre la droite et la gauche s'impose, et le rapport entre appartenance de classe et choix politique frappe ces enquêtés comme une évidence. (...)

Plusieurs enquêtés relatent la façon dont cette expérience de la vie les a amenés à une « prise de conscience » inséparablement sociale et politique, favorisée par les deux moments essentiels du passage à l'âge adulte : l'entrée dans la vie professionnelle et le mariage. Car dès lors, on est amené, parce qu'on affronte « la vraie vie » à se poser « les vraies » questions. Formation du sentiment de classe et formation des opinions en matière politique marchent du même pas. On est inséré dans de nouveaux milieux de socialisation, l'entreprise, avec ce que cela signifie d'expérience des rapports sociaux et d'exposition aux influences, notamment syndicales ; et/ou le quartier, où l'on rencontre les organisations politiques, là où elles existent, par la médiation des relations de voisinage. « Enfin, évidemment, j'ai côtoyé des gens, il se trouve que, dans mes relations il y avait des communistes, il y avait des socialistes ». En ces temps, où, très souvent, on passait encore directement de l'univers familial à celui du travail, on découvre la réalité des relations entre patrons et ouvriers : pas le même camp, pas la même classe. (...): « J'avais un patron qui lisait *Le Figaro* en ce temps-là. J'avais été lui demander une augmentation, il dit : « si ça te plaît pas, tu peux t'en aller ». C'est là que j'ai eu l'occasion de rentrer aux chemins de fer, je suis parti ... Voyez, le patron, tout de suite, c'était le patron, pourtant c'était un petit patron, alors je me demande ce que ça doit être les gros patrons ».

Source : Guy Michelat et Michel Simon « *Les ouvriers et la politique. Permanence, ruptures, réalignements* », Presses de sciences Po, 2004

### Questions :

- 1) dans cette enquête de 1978, quels sont les agents de la socialisation politique ?
- 2) comment expliquer la reproduction sociale des idées politiques ?

### Document 6 : la relation entre clivage droite / gauche et intentions de vote

Tableau 2 : Les intentions de vote en fonction de la position sur l'échelle gauche-droite (% horizontaux)\*

	Extrême gauche, PCF	PS, divers gauche	Verts	MoDem	UMP Nouveau centre, MPF	FN	Autre	Voterait blanc
Gauche (1-4)	19	56	5	5	2	1	5	8
Centre (5-6)	4	16	7	10	23	1	12	27
Droite (7-10)	2	5	2	8	63	9	4	7
Sans réponse	0	12	6	0	8	6	12	55
<b>Moyenne</b>	<b>9</b>	<b>28</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>24</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>17</b>

\* Exemple de lecture : sur 100 personnes qui se situent à gauche (notes de 1 à 4), 56 % déclarent avoir l'intention de voter pour le PS ou les divers gauche si une élection nationale avait lieu demain.

Source : ss la direction de Pierre Bréchon et Jean-François Tchernia « *La France à travers ses valeurs* », A.Colin, 2009

### Questions :

- 1) quel est le pourcentage d'individus de gauche qui ne votent pas à gauche ?
- 2) quel est le pourcentage d'individus de droite qui ne votent pas à droite ?
- 3) est-ce que la préférence pour un camp politique conduit nécessairement à voter pour ce camp ?

## 1.2 Les variables conjoncturelles du vote

### Document 7 : le vote sur enjeu

Le vote semble de plus en plus une décision prise avant chaque élection, en fonction des débats politiques du moment et des personnalités des candidats. (...) Le vote sur enjeux désigne un choix électoral qui ne se fait donc plus en fonction d'appartenances sociales ou partisans, mais en fonction de problèmes ayant une certaine importance dans le débat politique. (...) Un problème ne devient un enjeu électoral qu'à partir du moment où il est mis à « l'agenda », c'est-à-dire discuté dans l'espace public et objet de débats entre partis politiques. Un exemple peut être donné. La répression de la délinquance est mise en œuvre par tous les pouvoirs politiques parce qu'il y a une législation qui existe et des sanctions appliquées. (...) Mais à certaines époques, du fait d'une conjoncture événementielle particulière et/ou du fait des fortes demandes des acteurs sociaux sur le sujet, la répression peut devenir un enjeu politique important : chaque parti est amené à se positionner par rapport à cet enjeu saillant de société et à proposer des mesures sur le sujet (par exemple supprimer les allocations familiales aux familles ayant des enfants mineurs délinquants). Si ce problème reste fort dans une campagne électorale, la position que le parti a prise peut inciter certains électeurs à voter pour lui ou à la rejeter (...). Va aussi jouer dans le choix électoral le fait qu'un parti soit crédible par rapport à la position qu'il prend sur un enjeu électoral. Les enjeux des élections ne sont pas les mêmes selon le type de période et de conjoncture. Il est évident que les enjeux ne seront pas identiques en période de plein-emploi ou de chômage élevé, en situation d'inflation galopante ou de stabilité des prix, en période de conflit international ou de paix (relative).

Source : Pierre Bréchon « *Comportements et attitudes politiques* », Presse universitaire de Grenoble, 2006, p.154-156

#### Questions :

- 1) quelle définition du vote sur enjeu donner ?
- 2) donnez un exemple ?

### Document 8 : le vote stratège et le vote stratège inversé

Dans le modèle du vote sur enjeux (...), le citoyen choisit le candidat ou le parti qui, sur les enjeux jugés les plus importants à un moment donné, apparaît le plus à même d'y apporter des réponses adaptées. Le vote stratège résulte d'un calcul mais selon une logique entièrement différente. En effet, il s'agit justement de ne pas voter pour son candidat préféré. Comme l'explique André Blais (2004), l'électeur stratège est un électeur qui renonce à voter pour son candidat préféré et en choisit un autre, de manière à accroître l'efficacité de son vote. Le stratège fait une prévision sur le résultat de l'élection et, du fait de cette anticipation, exprime finalement une préférence pour un second choix. Le vote stratège a surtout été étudié et mis en évidence dans des scrutins majoritaires à un ou deux tours. (...) Dans certaines élections françaises majoritaires à deux tours, un vote stratège peut aussi exister dès le premier tour. C'est ce qu'on appelle souvent le vote utile. On renonce à voter pour son candidat préféré pour renforcer les chances de présence au second tour de son second choix. Ce comportement expliquerait par exemple en partie le faible score de Georges Marchais à l'élection présidentielle de 1981, certains électeurs communistes ayant préférés maximiser les chances de Mitterrand pour le second tour. (...) Le choix stratège inversé consiste à délaissier au premier tour le candidat que l'électeur veut voir gagner au second tour et lui préférer un autre choix. Cette attitude permet notamment d'envoyer un message au candidat que l'on veut voir gagner. Lors de l'élection présidentielle de 2002, environ 9% de l'électorat a ainsi renoncé à son préféré (Chirac ou Jospin) au profit des autres. J.M. Le Pen a été le principal bénéficiaire de ce vote stratège inversé : la moitié de ceux qui veulent voir Chirac gagner l'élection mais ne votent pourtant pas pour lui au premier tour, et le tiers des partisans de Lionel Jospin qui lui font défection (...) se sont portés sur le candidat de l'extrême droite. Ce vote est le fait de personnes qui ne veulent pas la victoire du leader de l'extrême droite mais qui souhaitent que certaines de ses idées soient mieux prises en compte par leur candidat préféré. (...) Si tout le monde adoptait cette attitude stratège inversée, les candidats préférés n'auraient en fait aucune voix puisque tout le monde voterait pour un candidat dont la victoire est en principe non programmée.

Source : Pierre Bréchon « *Comportements et attitudes politiques* », Presse universitaire de Grenoble, 2006, p.160-161

#### Questions :

- 1) pourquoi l'électeur « stratège » ne vote-t-il pas pour son parti préféré ? en quoi cela est-il différent du vote sur enjeu ?
- 2) comment expliquer l'élimination de Lionel Jospin au premier tour de la présidentielle 2002 ?

## 1.3 Le rôle des médias et des sondages d'opinion

### Document 9 : les effets indirects des médias

Les médias influencent non seulement l'importance attachée par les électeurs aux enjeux de la campagne, mais leurs critères d'évaluation des candidats et de leurs performances en mettant l'accent sur tel enjeu plutôt que tel

autre (pollution, inflation, défense). Plus généralement l'effet de cadrage consiste à fournir les clés d'interprétation des événements et de leur cause, en particulier quand il s'agit de déterminer la responsabilité des candidats dans les choix de politiques publiques et leurs conséquences.

Iyengar (1991) distingue en particulier le cadrage « épisodique » du cadrage « thématique » plus propice à une imputation de responsabilité politique. Une de ses expériences montre que traiter de la pauvreté en montrant des SDF et des chômeurs va favoriser une interprétation du phénomène en termes d'échec individuel, tandis que donner les chiffres globaux du chômage et des inégalités incite à en attribuer la responsabilité au gouvernement. Toutes ces expériences s'appuient sur les acquis de la psychologie cognitive, montrant que les individus retiennent les informations les plus accessibles et les plus saillantes, surtout ceux qui sont peu politisés et qui n'ont pas de préférences partisanes marquées.

Source : Nonna Mayer « *Sociologie des comportements politiques* », Coll.U A.Colin, 2010, p.154

**Questions :**

- 1) quelles sont les deux effets des médias sur les choix électoraux ?
- 2) s'agit-il d'effets directs ou indirects ?

**2. Comment expliquer la volatilité électorale**

**Document 10 : Stabilité et mobilité électorale en France de 1981 à 1995**

Date enquête	Législatives 1986	Législatives 1993	Présidentielles 1995
Stables de gauche	25	22	20
Stables de droite	25	27	24
Mobiles intra-gauche	5	10	9
Mobiles intra-droite	5	3	9
Mobiles gauche droite	11	14	12
Sous-total mobiles	21	27	30
Abstentionnistes à au moins 2 scrutins sur trois	29	25	26

Source : Jaffré et Chiche « Mobilité, volatilité et perplexité » 1997

Lecture :

*Les stables et mobiles sont des électeurs qui ne se sont pas abstenus plus d'une fois sur les trois élections.*

*Les stables sont des électeurs qui votent au moins deux fois sur trois pour le même parti de gauche ou de droite.*

**Questions :**

- 1) comment évolue la part des mobiles entre 1986 et 1995 ?
- 2) par rapport à 1986, quels types de mobilité ce sont le plus développés ?

**Document 11 : le rôle de la campagne électorale dans la volatilité des choix**

La campagne avec ses péripéties influence l'électorat. Les baromètres électoraux comme les panels le montrent, c'est un moment d'intense mobilité des intentions de vote, de reconsidération des choix, même si généralement la majorité des mouvements sont des hésitations entre le vote et l'abstention, et si le franchissement de la ligne gauche-droite reste exceptionnel. Les données du Panel électoral français 2007 montrent qu'entre le premier tour de l'élection présidentielle et le premier tour des législatives, autrement dit sur trois scrutins (*premier tour de la présidentielle, second tour de la présidentielle, premier tour de l'élection législative*), 60% des panélistes ont modifié leur choix initial. Les passages entre vote et abstention sont les plus fréquents (24%), suivis par la mobilité interne à la gauche et à la droite (15%), et la mobilité induite par la candidature centriste (10%) tandis que la mobilité gauche/droite ne concerne que 10% de l'échantillon.

Source : Nonna Mayer « *Sociologie des comportements politiques* », Coll.U A.Colin, 2010

**Questions :**

- 1) définir la volatilité électorale ;
- 2) quelles sont les deux caractéristiques essentielles de la volatilité électorale ?

**3. Comment expliquer le phénomène de l'abstention ?**

**Document 12 : mesurer la non participation électorale**

A chaque élection, une proportion variable de l'électorat ne se prononce pas. Ce retrait sous ses différentes formes (non-inscription, abstention, vote blanc ou nul) a été longtemps moins étudié que le vote. (...)La première difficulté consiste à définir et à mesurer avec précision la non participation électorale. Il n'y a pas d'un côté des votants, de l'autre des non-votants. Toute une gamme de comportements intermédiaires existe entre ces deux pôles, de la non-inscription sur les listes électorales au vote blanc. La population électorale potentielle est

celle qui remplit les conditions légales de citoyenneté, de résidence et de capacité. (...) Pour voter il faut toutefois accomplir un minimum de formalités, variables selon les pays, permettant d'établir la liste officielle des électeurs et électrices. (...) Pour connaître la proportion des « non-inscrits » il suffit en principe de rapporter le nombre d'inscrits à la population électorale « potentielle » ayant le droit de voter. (...) A la veille des cantonales de 1982 on estimait la proportion de non-inscrits en France métropolitaine à 11,3% du corps électoral potentiel, soit plus de quatre millions d'individus. la proportion apparaît relativement stable depuis 20 ans.

<b>Participation à l'élection présidentielle de 1995 en France</b> (source Héran, Rouault, 1995)		
	En milliers	A déduire
Population métropole	58 000 000	
		- 13 000 000 mineurs
Majeure	45 000 000	
		- 2 500 000 étrangers adultes
Française	42 500 000	
		- 500 000 sous tutelle ou condamnés
Ayant la capacité électorale	42 000 000	
		- 3 600 000 non inscrits
Inscrite	38 400 000	
		- 4 800 000 abstentionnistes aux deux tours
Votant à au moins un tour	33 600 000	

Source : Nonna Mayer « *Sociologie des comportements politiques* », Coll.U A.Colin, 2010, p.177-178

### 3.1 L'abstentionnisme « hors jeu »

#### **Document 13 : l'abstention comme défaut d'intégration sociale (la logique sociale de la non participation)**

Pour Lancelot (1968), « *l'abstentionnisme doit être considéré plutôt comme une norme culturelle conditionnée par des facteurs sociaux. La participation électorale (...) procède d'un facteur général qui est le degré d'intégration à la collectivité* ». Les femmes s'abstiennent alors plus que les jeunes, surtout les veuves et les célibataires. L'abstention est plus forte chez les jeunes et décroît avec l'âge, à mesure qu'ils s'installent dans la vie, finissent les études, trouvent un travail. elle est plus élevée chez les membres des minorités religieuses (protestants) ou les immigrés pas encore pleinement intégrés à la culture nationale (Français musulmans, rapatriés d'Afrique du nord). Elle est moins fréquente en milieu rural, où les liens d'interconnaissance restent forts, que dans les grandes villes, en particulier chez les nouveaux urbains ou dans les communautés complètement isolées et fermées au monde extérieur. Elle suit de près le statut socio-économique, atteignant des sommets chez les personnes socialement et culturellement défavorisées, culminant chez les manœuvres. (...) Bourdieu dans la *Distinction* (1979), Gaxie dans le *Cens Caché* (1978) font la même analyse retraduite en termes de classes. Pour participer il faut être et se sentir politiquement compétent, l'incompétence objective et subjective reflète une position dominée dans la structure sociale et détourne des urnes. Le système politique tient à distance les individus les moins pourvus en capital social et culturel, il fonctionne comme le suffrage censitaire hier au profit des dominants, d'autant plus que la barrière est invisible. Les conclusions de Nie et Verba et de leurs collègues américains sont très similaires. (...) Les catégories favorisées cumulent les « ressources » et les compétences qui facilitent l'action. elles ont plus de chances d'avoir acquis, durant leur socialisation familiale, religieuse, professionnelle, à l'école, au travail, et dans les associations qu'elles fréquentent, les capacités (savoir lire, écrire, parler en public, communiquer) et les dispositions psychologiques (intérêt pour la politique, sentiment d'efficacité) qui facilitent la démarche électorale. (...) Les travaux sur le capital social vont dans le même sens, liant la participation électorale à la densité des réseaux associatifs, aux liens d'interconnaissance fondés sur la réciprocité et de confiance (Putnam, 2000).

Source : Nonna Mayer « *Sociologie des comportements politiques* », Coll.U A.Colin, 2010, p.180-181

#### **Questions :**

- 1) à quels critères socio-démographiques l'abstention est-elle reliée ici ?
- 2) comment expliquer le faible intérêt de certains individus pour la politique ?

### 3.2 L'abstentionnisme « dans le jeu »

#### Document 14 : distinguer abstention « dans le jeu » et abstention « hors jeu »

A partir des années 1980, le problème est moins de comprendre le paradoxe du vote que la montée de l'abstention, car on observe une baisse globale des taux de participation dans la plupart des démocraties occidentales (...). Si on s'en tient aux 15 pays de l'UE avant l'élargissement, on observe un recul de l'ordre de 6 points, de 85% avant 1988 à 78% après. (...) Cette abstention paraît d'autant plus surprenante que ces démocraties installées cumulent à première vue les conditions favorables à la participation, à commencer par la hausse rapide du niveau d'éducation. Comment résoudre ce que Brody a appelé le « *puzzle de la participation* » ? On peut le faire par deux entrées, celles de l'électorat ou celle des élections.

(...) A l'occasion des élections législatives françaises de 1997, Jaffré et Muxel (2000) ont mis en lumière un nouveau type d'abstentionnisme, qui obéit à une logique sociale et politique différente de celle de l'abstentionnisme classique. Les abstentionnistes « dans le jeu » diffèrent des « hors-jeu » parce qu'ils s'intéressent ne serait-ce qu'un peu à la politique et se sentent proches d'un parti politique, parce qu'ils ont un niveau d'étude et une position sociale plus élevée, comparable à celle de l'électorat qui vote. Et leur proportion est en hausse puisqu'ils représentent plus de 69% des abstentionnistes déclarés en 2002, contre 61% en 1995 et 52% en 1997.

<b>Profil des abstentionnistes dans le jeu et hors jeu en %, 1<sup>er</sup> tour présidentiel 2002, (source : Muxel)</b>			
Dans le jeu : intérêt politique + proximité partisane			
Hors jeu : pas du tout d'intérêt politique et /ou pas de proximité partisane déclarée			
	<b>Abstentionnisme « hors jeu »</b>	<b>Abstentionnisme « dans le jeu »</b>	<b>Votants</b>
<b>Sexe</b>			
Hommes	42	45	48
Femmes	58	55	52
<b>Age</b>			
18-24	11	10	9
25-34	19	21	17
35-49	30	28	30
50-64	18	21	23
65+	22	20	21
<b>Diplôme</b>			
Sans le bac	68	55	55
Bac et +	32	45	45
<b>CSP</b>			
Indépendant	9	8	7
Cadre et profession intellectuelle supérieure	7	11	14
Profession intermédiaire	17	24	22
Employé	31	31	27
Ouvrier	29	16	20
Autre	7	10	10

(...) On peut également rapprocher des abstentionnistes dans le jeu les personnes qui votent blanc, dont le nombre a nettement augmenté dans les années 1990. (...) La proportion de vote blanc loin de baisser, augmente avec le niveau social et culturel et avec l'intérêt pour la politique. (...) Elle s'analyse comme un geste politique. C'est un « vote de mécontentement » manifestant un refus des candidats en présence et de leurs programmes. « *Si jamais on peut avoir un minuscule pouvoir, autant essayer de s'en servir. Je trouve que ça serait quand même dommage de laisser penser aux politiques qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent, laisser prendre le pouvoir des gens ... Autant voter* » (Chantal, professeur de français en lycée, 52 ans) ; « *Ca pourrait être une arme pacifique, certes, mais pas si négligeable que ça* » (Claire, artiste, 44 ans, de gauche). Autant de comportements de retraite électoral qui ne correspondent guère à l'abstention par indifférence politique et manque d'intégration sociale. ils témoignent plutôt d'une individualisation de la société, d'une prise de distance à l'égard de la politique électorale ou d'une forme de politisation critique « négative », d'un usage stratégique du bulletin de vote

Source : Nonna Mayer « *Sociologie des comportements politiques* », Coll.U A.Colin, 2010, p. 193-195

#### 4. L'évolution du vote de classe : le cas du vote ouvrier

##### Document 15 : conscience de classe et socialisation familiale (enquête de 1978)

L'influence familiale doit peu à une inculcation volontaire : « on en discutait pas tellement, j'ai pris ses opinions ... comme ça, mais sans ... non, on n'a jamais eu de discussions vraiment politiques » ; « En plus, il y a la famille dans laquelle je vais rentrer, c'est la même chose, ce sont des ouvriers, donc obligatoirement, j'ai cette influence qui petit à petit est en moi ». Ainsi le choix politique s'enracine dans l'enfance (et notamment le rapport au père). On le vérifie avec ses propres enfants, d'autant plus naturellement portés aux mêmes idées qu'ils appartiennent à la même classe. Constance dans ses propres convictions, continuité de la lignée, fidélité à la classe se renforcent (et se signifient) mutuellement. (...) Ce qui compte pour un fils d'ouvrier qui avait 8 ans en 1936, ce sont les pratiques vécues au sein d'un milieu de socialisation bien plus large que le noyau familial (le quartier, les copains). Des épisodes le marquent, comme les grèves, évoqués non sans nostalgie (car maintenant, c'est-à-dire en 1978, ce n'est plus pareil), avec leurs deux caractéristiques : « la masse » et « l'entente ». et c'est par le père qu'on les a connus. Mémoire du groupe et mémoire individuelle sont indissociables.

Source : Guy Michelat et Michel Simon « *Les ouvriers et la politique. Permanence, ruptures, réalignements* », Presses de sciences Po, 2004

##### Questions :

- 1) en vous appuyant sur votre cours sur la socialisation politique, montrez les différentes dimensions de cette socialisation dans le cadre de la famille ;

##### Document 16 : le recul du sentiment d'appartenir à la classe ouvrière

Sentiment d'appartenance	Laquelle ?	1966	2002
<b>Sans réponse</b>	<b>Sans réponse</b>	<b>9</b>	<b>3</b>
<b>oui</b>	Sans réponse	3	3
	La bourgeoisie	4	2
	Les classes dirigeantes	-	0
	Les cadres	1	3
	Les classes moyennes	13	22
	La classe ouvrière	23	14
	Les travailleurs, les salariés	3	2
	Les paysans, les agriculteurs	3	1
	Les commerçants	1	1
	Les pauvres	3	1
	Autres	8	5
<b>non</b>		30	44
		(1780)	(4107)

Source : Guy Michelat et Michel Simon « *Les ouvriers et la politique. Permanence, ruptures, réalignements* », Presses de sciences Po, 2004

##### Questions :

- 1) comment évolue le sentiment d'appartenance à la classe ouvrière entre 1966 et 2002 ?
- 2) quelle est la classe sociale qui récolte davantage de sentiment d'adhésion ?

##### Document 17 : vote ouvrier et vote de classe depuis la fin des années 1990

Dans les années 1960, le vote de classe (...) correspond (...) à un certain nombre de réalités. D'une part, le vote varie significativement en fonction de la classe sociale d'appartenance. D'autre part, plus on appartient à la classe ouvrière, plus on vote à gauche, en particulier communiste. Cet « alignement de classe » culmine en 1978. Par rapport à cette situation une première rupture intervient dans la période 1978-1988. Le vote communiste marque un recul sévère, et ce d'autant plus que s'élève le degré d'appartenance à la classe ouvrière. Ces défections profitent essentiellement au PS (...). De la sorte, jusqu'à cette date, le vote de classe en faveur de la gauche ne connaît pas de recul vraiment significatif. (...) Une seconde rupture se produit à l'occasion de l'élection de 1993. C'est cette fois, le PS, et avec lui la gauche dans son ensemble, qui se voient abandonnés par une importante fraction de ceux qui constituaient jusqu'alors leurs plus fermes soutiens. (...) Dans le même temps, si la réticence ouvrière à l'encontre de la droite parlementaire ne faiblit pas, le vote Front national s'affirme. (...) Il est d'autant plus fréquent que le degré d'appartenance à la classe ouvrière est plus élevé. Au sens objectif du terme, il a désormais toutes les caractéristiques d'un vote de classe. Enfin, toujours à partir de 1993, la non-participation électorale devient massive. Elle concerne tous les groupes sociaux. Elle est, elle aussi, d'autant plus répandue qu'on appartient davantage au groupe ouvrier. (...) Au total, il y a bien à la fois



permanences et ruptures. Les relations entre appartenance de classe et vote sont loin d'avoir disparues. Mais elles ont changé de sens. Plus on est ouvrier, plus on continue de voter à gauche. Mais cet « effet de classe » s'est considérablement affaibli. Il se manifeste au contraire fortement à propos du vote Front national, et à un degré moindre, du non-vote. Le « vote de classe » identifié à une propension sélective du groupe ouvrier à voter pour la gauche, a fortiori pour la gauche communiste, a bien évidemment connu une régression considérable.

Source : Guy Michelat et Michel Simon « *Les ouvriers et la politique. Permanence, ruptures, réalignements* », Presses de sciences Po, 2004

#### Questions :

- 1) à quoi correspond le vote de classe de la classe ouvrière dans les années 1960 ? (pour qui vote la classe ouvrière)
- 2) à quoi correspond le vote de classe de la classe ouvrière à partir des années 1980 ? (pour qui vote la classe ouvrière)
- 3) à quoi correspond le vote de classe de la classe ouvrière à partir des années 1990 ? (pour qui vote la classe ouvrière)

#### Document 18 : le vote frontiste des ouvriers

Le vote d'extrême droite est d'autant plus fréquent qu'on appartient davantage à la classe ouvrière. Il en va de même de « l'antilibéralisme protestataire ». On pouvait donc penser que ceci explique cela, le vote frontiste prenant la relève du vote communiste comme produit et expression d'un « anticapitalisme » ouvrier archaïsant. Tel n'est pas du tout le cas. En milieux populaires et ouvriers, le vote d'extrême droite est au mieux équiprobable, que l'on soit favorable ou non à l'idéologie libérale. (...) L'influence persistante des attitudes socio-économiques sur les choix électoraux ne diminue en rien celle, devenue considérable, des attitudes en matière éthique et culturelle (...). Premier constat : quelle que soit la classe sociale d'appartenance, le racisme anti-immigrés, l'autoritarisme sécuritaire et répressif, le sentiment d'insécurité, la « peur de l'autre » font fortement obstacle au vote pour la gauche. Dans la mesure où ces attitudes sont d'autant plus fréquentes qu'augmente le degré d'appartenance à la classe ouvrière, leur diffusion au cours des deux dernières décennies, et la place prise dans le débat public par les enjeux correspondants contribuent puissamment à expliquer (...) le vote en faveur de la droite (...) et aurait du profiter à une droite parlementaire qui, si elle répudie traditionnellement les excès continue de faire de l'ordre et de l'autorité ses valeurs de référence. Ce n'est pas ce qui s'est produit. (...) Plus on est passionnément hostile aux immigrés et porté aux attitudes autoritaires et répressives, plus on tend à voter pour l'extrême droite frontiste plutôt que pour la droite « d'établissement » (...). Cette référence est d'autant plus marquée qu'on appartient au groupe ouvrier. Les « manque à gagner » de la droite parlementaire s'expliquent dans une large mesure par cette concurrence de l'extrême droite. (...) Cette hostilité aux immigrés est certes associée à un ensemble d'attitudes, de représentations et d'affects qui toutes, pris isolément, détournent du vote de gauche, favorisent un vote pour la droite parlementaire et rendent probable le vote de l'extrême droite : conviction qu'il est des races supérieures aux autres, sentiment d'être délogé de chez soi par « l'invasion » immigrée, attachement à « nos » valeurs traditionnelles, autoritarisme et dispositions répressives. Mais seule l'association de ces attitudes ethnocentriques et autoritaires avec l'hostilité aux immigrés, exprimée sur le mode le plus extrême, débouche sur un vote frontiste fréquent. Sous cette condition, la crainte du chômage, celle d'être agressé, l'inquiétude pour les acquis sociaux, le sentiment de « mal vie » majorent les chances de voter pour l'extrême droite. C'est donc seulement quand s'établit dans les esprits une relation causale entre, d'une part, ces facteurs de frustration et d'anxiété, et d'autre part, la présence des immigrés qu'il y a vote significatif ou fréquent pour l'extrême droite. Sinon il n'y a pratiquement pas de vote frontiste. Plus on est ouvrier, plus est fréquente l'adhésion à ce syndrome autoritaire et xénophobe. Plus on est ouvrier, plus également sont répandues les craintes et les frustrations sociales et sociétales qui, lorsqu'on est très ethnocentrique, augmentent encore la propension à voter pour l'extrême droite. La relation entre le degré d'appartenance ouvrière et la fréquence du vote frontiste trouve là une grande partie, sinon l'essentiel, de son explication. (...) quelle que soit l'autoposition des individus sur l'axe gauche-droite, le vote frontiste est d'autant plus fréquent qu'on appartient davantage à la classe ouvrière. On retrouve là des caractéristiques qui en font un phénomène original, en rupture avec tout ce qu'on connaît de l'histoire politique française, au moins depuis la fin du 19<sup>ème</sup> siècle.

Source : Guy Michelat et Michel Simon « *Les ouvriers et la politique. Permanence, ruptures, réalignements* », Presses de sciences Po, 2004

#### Questions

- 1) le vote frontiste des ouvriers découle-t-il essentiellement d'un antilibéralisme économique ou bien d'un antilibéralisme culturel ?
- 2) lorsque l'enjeu de l'élection tourne autour de l'immigration et de la sécurité, est-ce que cela peut bénéficier au vote FN ? Pourquoi ?